

Quelques réflexions sur la crise financière asiatique, ses causes, ses leçons et ses conséquences

Rodolphe De Koninck, Bernard Bernier, Peter Foggin and Claude Comtois

Volume 43, Number 119, 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022817ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022817ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

De Koninck, R., Bernier, B., Foggin, P. & Comtois, C. (1999). Quelques réflexions sur la crise financière asiatique, ses causes, ses leçons et ses conséquences. *Cahiers de géographie du Québec*, 43(119), 267–289.
<https://doi.org/10.7202/022817ar>

Quelques réflexions sur la crise financière asiatique, ses causes, ses leçons et ses conséquences

Rodolphe De Koninck
Département de géographie
Université Laval
Rodolphe.DeKoninck@ggr.ulaval.ca

Bernard Bernier, Peter Foggin et Claude Comtois
Centre d'Études de l'Asie de l'Est (CÉTASE)
Université de Montréal
bernierb@cetase.umontreal.ca
fogginp@ere.umontreal.ca
comtoisc@ere.umontreal.ca

Les experts et les observateurs n'ont pas fini de se pencher sur les fondements, le déroulement et les répercussions de la crise financière avec laquelle l'Asie du Pacifique est aux prises, officiellement depuis 1997, mais *de facto* depuis bien plus longtemps, comme on le verra. En réalité, la bibliographie est déjà longue des analyses, bilans et prédictions concernant cette crise. Tout en tenant compte de ceux parmi ces travaux dont nous avons pris connaissance, nous ne visons en rien à en faire la synthèse, laquelle ne saurait d'ailleurs être que très provisoire, mais bien plutôt à mettre en commun quelques-unes de nos réflexions. Ajoutons que, dans les quelques pages qui suivent, il n'est pas non plus question d'aborder l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés la quasi-totalité des pays de l'Asie orientale et sud-orientale. Nous nous limitons surtout à évoquer des aspects essentiels de la crise dans les trois pays les plus peuplés de la région, sans doute aussi ceux qui sont les plus influents, ou du moins ceux où le sort de la crise, c'est-à-dire sa résolution, a le plus de chances de se jouer. Il s'agit bien sûr du Japon, de la Chine et de l'Indonésie.

LE FOYER JAPONAIS

Au plan économique, le poids du Japon dans les affaires de l'Asie orientale et sud-orientale est plus important encore qu'il ne l'est pour le reste du monde. Que ce soit à titre de partenaire commercial ou industriel ou à titre d'investisseur, son importance relative n'a cessé d'y croître, tant en Chine que, tout particulièrement, auprès des pays du Sud-Est asiatique, tels les Philippines, l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie et Singapour. Dix fois moins peuplé et 25 fois moins étendu que la Chine, son commerce extérieur est deux fois plus important que celui de son imposant voisin. Enfin, et surtout, tout au long de la réalisation du « miracle » économique asiatique des trois dernières décennies, que ce soit celui des « tigres » ou celui des « dragons », le Japon a joué un rôle moteur et a agi comme véritable

foyer économique régional. C'est dire l'importance de son évolution actuelle pour l'avenir de l'Asie, voire du monde.

ANTÉRIORITÉ ET SPÉCIFICITÉ DE LA CRISE JAPONAISE

La crise économique est apparue au Japon en 1991 et elle y perdure en 1999. En ce sens, la crise japonaise se distingue de celle qui affecte le reste de l'Asie depuis 1997. Au Japon, la crise est plus ancienne, mais moins marquée qu'elle ne l'est en Asie du Sud-Est. En effet, déjà durant les années 1990, le Japon a en général connu une croissance positive, mais faible, d'environ un pour cent, comprenant trois années de croissance nulle ou légèrement négative. Actuellement, plusieurs pays du Sud-Est asiatique, notamment l'Indonésie, connaissent de forts taux de croissance négative.

Les différences entre la crise japonaise et celle qui frappe la majeure partie du reste de l'Asie orientale reposent en bonne partie sur le fait que, avant la crise, le Japon appartenait au groupe sélect des quelques pays dotés d'une économie industrielle très avancée, d'abord fondée sur les hautes technologies. De plus, le Japon, l'un des centres financiers mondiaux, bénéficiait d'un flux d'entrée de capitaux de quelque 100 milliards de dollars américains par année. Le pays connaissait aussi des surplus annuels dans ses échanges commerciaux avec les seuls États-Unis d'environ 100 milliards de dollars américains (Bernier, 1995 : 106-107), lesquels surplus, d'ailleurs, n'ont que légèrement diminué pendant la crise.

LES FONDEMENTS DE LA CRISE DURANT LES ANNÉES 1980

Ce qui frappe dans la crise japonaise des années 1990, c'est qu'elle tranche radicalement avec les années 1980 au plan du discours, des institutions et des pratiques. Les années 1980 ont été au Japon des années d'euphorie. Alors que les pays occidentaux, et surtout les États-Unis, faisaient face à des difficultés économiques sérieuses, en particulier dans le domaine industriel (comme en témoignent les mises à pied de centaines de milliers de travailleurs de l'automobile aux États-Unis pendant ces années), le Japon semblait continuer sa course sans problème. Plusieurs intellectuels japonais voyaient déjà venir la fin de l'hégémonie américaine, qui serait remplacée par la domination économique japonaise : le XXI^e siècle serait celui du Japon, précédé par ces années dorées que l'on prévoyait pour la décennie 1990 (Nakamura, 1988). Les dirigeants politiques japonais abondaient dans le même sens. Ils faisaient la leçon aux dirigeants américains, leur enjoignant d'imiter le Japon. Le pays était présenté comme ayant développé un mode de gestion de l'économie, fondé sur les personnes, plus performant que le « capitalisme » américain (Iwata, 1978; Itami, 1987; Ozaki, 1991). Ainsi, le mode de développement japonais était proposé aux pays du Tiers Monde comme le seul valable.

Ces prévisions ultra-optimistes étaient fondées sur un certain nombre d'indices paraissant sûrs. Jouissant alors de forts surplus commerciaux, le Japon pouvait investir massivement dans les pays occidentaux. En retour, ces investissements généraient des profits considérables rapatriés au Japon. De telles rentrées de fonds servaient non seulement à couvrir des investissements tout aussi massifs permettant

d'augmenter une productivité industrielle déjà remarquable (avec les systèmes comme le « juste-à-temps », le kaizen, le kanban, etc.; Bernier, 1995, chapitre 6), mais aussi de contribuer au financement du déficit du budget américain.

L'euphorie des années 1980, associée à l'impossibilité d'utiliser de façon productive la totalité des fonds entrant au Japon, a mené à une course effrénée aux titres boursiers. Les banques, les compagnies d'assurances, les entreprises industrielles et même les particuliers se sont lancés dans l'investissement de leur épargne à la bourse, dont les cours montaient infiniment plus rapidement que les taux d'intérêt. Notons que ces taux d'intérêts étaient à l'époque établis par le ministère des Finances à des niveaux extrêmement bas, autour de 2 %, afin de limiter le coût des prêts bancaires aux entreprises. Ainsi, qu'elle soit placée à la banque ou dans des comptes postaux, l'épargne était beaucoup moins profitable que l'investissement à la bourse. La hausse des cours boursiers et l'euphorie ont aussi conduit à la spéculation foncière et à la mise sur pied de nombreux projets immobiliers extravagants.

Plusieurs des pratiques qui se sont généralisées dans les années 1980 étaient nouvelles au Japon. Depuis le XIX^e siècle, les Japonais, autant les grandes entreprises que l'État et les particuliers, accordaient une confiance prudente et limitée à la bourse qu'ils voyaient comme un repaire de spéculateurs peu scrupuleux. Pour obtenir du capital, les grandes entreprises préféraient emprunter auprès des banques plutôt que de vendre des actions en bourse. Cette pratique leur permettait d'échapper aux demandes de leurs actionnaires. Par ailleurs, les relations à long terme avec une ou plusieurs banques permettaient de minimiser les risques. Enfin, les entreprises achetaient des actions les unes des autres (système de participation croisée), celles-ci étant conservées sur de longues périodes, ce qui à la fois renforçait les relations entre ces entreprises et donnait à chacune une plus grande stabilité.

Avec l'essor et l'abondance des années 1980, ces attitudes ont changé. Les grandes entreprises, avec des profits accrus, ont commencé à moins dépendre des banques. De plus, leurs dirigeants ont pris conscience des profits énormes pouvant être réalisés à la bourse. Plusieurs entreprises ont alors négocié des emprunts auprès des institutions financières, sur garantie des prix accrus de leurs terrains ou de celui des actions d'autres entreprises en leur possession, tout cela afin d'investir dans les titres cotés en bourse. Certaines ont vendu leurs actions à d'autres entreprises afin de faire des profits. Autrement dit, plusieurs pratiques spéculatives auparavant considérées comme dangereuses sont devenues courantes. Voulant profiter de la manne, les banques ont prêté de grandes sommes pour fins de spéculation (Schaede, 1996).

Les petits épargnants aussi ont voulu profiter de la hausse des cours. Fait sans précédent, les particuliers ont investi leurs épargnes dans des titres boursiers. Le passage de la stabilité de l'épargne dans des comptes bancaires ou postaux à la recherche de l'augmentation du capital à travers le jeu à la bourse a constitué une modification majeure du comportement des particuliers. Ce nouveau comportement a beaucoup rapporté quand les cours boursiers ont triplé en valeur à la fin des années 1980, l'indice Nikkei passant de 13 000 environ en 1986 à près de 39 000 en décembre 1989.

LA CRISE FINANCIÈRE DES ANNÉES 1990

La crise des années 1990 a été provoquée par la récession américaine qui a suivi la guerre du Golfe Persique de 1991 et par une politique déflationniste instaurée dès 1989 par le gouvernement japonais, inquiet de la hausse des cours boursiers, de la hausse du déficit gouvernemental et de l'inflation. La combinaison de ces deux facteurs a mené à la fin de la croissance soutenue et au début de la crise financière.

Celle-ci a eu son origine dans la baisse soudaine des cours boursiers à partir de décembre 1989, provoquée par l'application d'une politique monétaire plus restrictive. Cette baisse des cours a entraîné des ventes rapides de titres, ce qui a accéléré la baisse de leur valeur. Les banques et autres institutions financières ont alors tenté de recouvrer les sommes prêtées, entre autres à des spéculateurs immobiliers, mais plusieurs entreprises n'étaient pas en mesure de payer. Au lieu de forcer certaines de celles-ci à faire faillite, les banques leur ont prêté à nouveau des fonds pour leur permettre de couvrir au moins les intérêts des prêts antérieurs. Plusieurs banques, caisses de crédit et autres institutions financières ont alors accumulé de mauvaises créances. Les banques et autres entreprises attendaient une reprise économique qui aurait rentabilisé leurs opérations et leurs créances. Malheureusement, la récession mondiale de 1991 a éliminé la possibilité d'une telle reprise.

Quant au ministère des Finances, qui avait la responsabilité de surveiller les pratiques du secteur financier, la nature et le fonctionnement de ses relations avec les institutions financières ont retardé son intervention. En effet, selon une pratique fort répandue au Japon, les fonctionnaires du ministère se trouvent, quand vient le temps de la retraite à 60 ans, un emploi dans une entreprise du secteur qu'ils ont eu la responsabilité de surveiller. Pendant leur mandat au ministère, ils sont en contact fréquent avec leurs vis-à-vis du secteur privé et ils établissent des liens personnels qu'ils utilisent, au moment de leur retraite, pour se trouver un nouvel emploi lucratif. Par exemple, les fonctionnaires ayant à surveiller le secteur bancaire vont établir des relations avec les banques, relations fondées sur un échange de bons procédés : au moment de leur retraite, une banque leur offrira un poste haut placé (vice-président, chef de service, etc.). Ce type de relation a retardé l'intervention des officiels, qui ne voulaient pas, en prenant des mesures contraignantes pour les institutions financières, compromettre leur propre chance d'un emploi futur. Les fonctionnaires ont donc couvert plusieurs pratiques, sinon illégales, du moins dangereuses pour l'ensemble de l'économie. Leur collusion avec les entreprises qu'ils devaient surveiller a reporté le dévoilement de l'étendue de la crise et, par extension, la mise en place et la mise en application de mesures efficaces.

L'étendue de la crise n'est apparue au grand jour qu'avec la faillite des caisses de crédit en 1994 (Schaede, 1996). Par la suite, des banques régionales, puis la quatrième firme de courtage (Yamaichi), enfin, en 1998, la Banque de crédit à long terme ont déclaré faillite. D'avoir caché pendant longtemps l'état réel du secteur financier n'a fait qu'empirer la situation pour les institutions financières elles-mêmes et pour les fonctionnaires du ministère des Finances. Par exemple, le montant total

des mauvaises créances est passé, selon certains chiffres, d'environ 300 milliards de dollars américains en 1991 à plus de 1500 milliards en 1998.

Entre-temps, les politiciens au pouvoir, craignant pour leur poste, ont évité de prendre des mesures efficaces. Il faut dire que le Japon, de 1994 à 1997, a été sous le contrôle de gouvernements de coalition dont les partenaires ne s'entendaient pas sur les mesures à prendre pour gérer la crise. Au pouvoir de 1955 à 1993, le Parti libéral-démocrate (PLD) y est revenu en 1996 dans un gouvernement minoritaire. Au début de la crise, ce parti, affaibli par plusieurs scandales, a refusé d'en reconnaître l'ampleur. Depuis sa reprise du pouvoir comme gouvernement majoritaire en 1997, les mesures prises se sont avérées peu efficaces, exception faite du programme ambitieux de relance de l'économie mis en place fin 1998; jusqu'à présent, ses effets s'avèrent positifs, mais il faudra attendre pour juger de leur permanence.

Les événements entourant la crise financière ont eu pour effet de révéler les liens que les gouvernants et le monde des affaires entretenaient avec le crime organisé (yakuza). En effet, les journaux ont révélé que les entreprises de courtage avaient remboursé leurs clients du crime organisé pour des pertes attribuables à la chute de l'indice Nikkei en 1990. Les journaux ont aussi mis à jour les pratiques des grandes entreprises (dont la banque Dai-ichi kangyô et les quatre plus grandes sociétés de courtage) qui consistent à faire appel aux groupes du crime organisé pour intimider les actionnaires se montant récalcitrants pendant la tenue des assemblées annuelles des entreprises. Ces pratiques ont mené plus tard à du chantage de la part des yakuza qui ont demandé aux entreprises de les payer pour qu'ils n'interviennent pas devant les assemblées. Enfin, des liens divers entre des membres du PLD, des groupes d'extrême-droite et ceux du crime organisé ont aussi été mis au jour.

PARMI LES LEÇONS DE LA CRISE

La crise a fait éclater au grand jour une situation problématique sur plusieurs plans, dont trois peuvent être mentionnés ici.

Premièrement, la crise a révélé les dangers du triomphalisme et de l'arrogance. Tout comme les Américains pendant les années 1960, les Japonais ont cru un certain temps qu'ils étaient les meilleurs, qu'ils étaient invulnérables, que rien ne pourrait les arrêter, qu'il suffisait de continuer à appliquer les recettes éprouvées pour remporter la guerre économique. Maintenant, comme les États-Unis des années 1970, le Japon des années 1990 paie pour son excès de confiance.

Deuxièmement, il apparaît clair que la crise financière a été causée au départ par la spéculation peu contrôlée (Schaefer, 1996). Avant les années 1980, l'économie japonaise était relativement fermée et très réglementée. La libéralisation et la déréglementation des années 1980 ont entraîné la disparition des contrôles antérieurs, mais sans que ceux-ci ne soient remplacés par des balises nouvelles, ce qui a laissé la place aux pratiques douteuses évoquées ci-dessus. Les problèmes qui ont découlé de l'absence de cadre administratif bien établi comprennent, entre autres, la collusion entre les directions d'entreprises et les fonctionnaires chargés

de surveiller ces entreprises. Cette collusion a fait en sorte que les fonctionnaires ont évité sciemment de vérifier les comptes des sociétés sous leur juridiction, ce qui a entraîné le maintien en opération de celles qui techniquement auraient dû déclarer faillite; cela n'a fait qu'accentuer la crise du secteur financier. Par ailleurs, la législation insuffisante a permis aux dites sociétés de cacher leur véritable situation financière. Celle-ci, que le gouvernement aurait pu contrôler au début des années 1990, est devenue beaucoup plus grave et coûteuse après 1994, avec l'augmentation des mauvaises créances attribuable aux prêts additionnels accordés aux entreprises pour qu'elles payent les intérêts sur des créances difficiles à rembourser. La leçon qu'on peut en tirer est qu'il faut un appareil juridique adéquat en matière de fonctionnement des entreprises, comprenant entre autres des indications claires sur la divulgation de leur situation financière réelle. Il faut aussi des fonctionnaires indépendants des sociétés qu'ils ont à surveiller, capables d'appliquer le cadre juridique et les règlements qui l'accompagnent. Enfin, il faut des gouvernants qui ont la volonté et la capacité d'appliquer des politiques peu rentables politiquement, mais nécessaires pour relancer l'économie.

Troisièmement, la crise a montré qu'il fallait à tout prix éviter de transiger avec le crime organisé si l'on veut le contrôler et si l'on veut éviter qu'il prenne une place trop importante dans l'économie « légale ».

PARMI LES EFFETS DE LA CRISE

Premièrement, la crise et les pratiques qu'elle a contribué à mettre à jour ont ébranlé la confiance des Japonais et leur sens de la sécurité (Bernier, 1999). L'économie ne fonctionne plus, les gouvernants ne semblent pas pouvoir trouver les moyens de mettre de l'ordre dans le système financier, les fonctionnaires (autrefois perçus comme formant un corps d'élite, à cause du recrutement par concours des diplômés des facultés les plus prestigieuses des meilleures universités) ont perdu toute crédibilité, les entreprises, fleuron de l'économie japonaise dans les années de croissance, ont été mêlées aux pires manigances. La spéculation a été clairement identifiée comme cause principale de la crise. Mais on s'aperçoit maintenant que celle-ci, à laquelle une bonne partie de la population japonaise a participé, avait été laissée sans contrôle par ceux-là même qui devaient la baliser.

Deuxièmement, devant cette incertitude, les Japonais ont réactivé de vieux réflexes. L'épargne est en hausse, surtout sous ses formes les plus sécuritaires (comptes bancaires et postaux, dépôts à terme garantis, etc.), ce qui signifie que les dépenses des ménages diminuent. Or il faudrait, pour que l'économie redémarre, que les dépenses générales augmentent. L'État a défini de multiples programmes de dépenses publiques, qui augmentent un déficit budgétaire déjà très élevé mais qui sont nécessaires pour relancer l'économie. Il faudrait aussi que les particuliers recommencent à dépenser, un peu comme ils l'ont fait dans les années 1980. Mais les Japonais, craignant que la crise ne se poursuive, avec l'augmentation du chômage et la baisse des revenus, hésitent à se départir de cet argent durement gagné, surtout après les pertes encourues par plusieurs à cause de la baisse des cours boursiers et des faillites des institutions financières. Le gouvernement a certes promis de rembourser les petits épargnants touchés par les faillites, mais les programmes à cette fin n'apparaissent pas encore bien structurés. On a donc peur, et la peur

entraîne la réactivation des anciens réflexes. Il faudrait enfin que les institutions financières recommencent à accorder du crédit aux entreprises rentables, ce qu'elles hésitent encore à faire à cause des mauvaises créances encore en suspens.

Troisièmement, la crise semble entraîner une restructuration des entreprises (Nikkei Business, 1993; Keizai doiyukai, 1998). Cette restructuration prend plusieurs formes. La plus spectaculaire est la modification des secteurs internes de l'entreprise avec mises à pied massives. C'est le cas entre autres de NEC et de SONY, deux géants de l'électronique, qui ont annoncé des modifications dans la gamme des produits offerts, accompagnées de la mise à pied de plusieurs milliers d'employés (13 000 chez NEC, 15 000 chez SONY). Parmi les autres formes de restructuration, notons l'autonomisation (*outsourcing*) de certaines sections d'une entreprise qui deviennent alors des sociétés indépendantes. Notons aussi la remise en place de certains holdings, pourtant illégaux de 1945 à 1998. Ces holdings sont des sociétés d'investissement qui contrôlent financièrement plusieurs entreprises à gestion indépendante et à régimes d'emploi différents. L'autonomisation et les holdings sont répandus en Occident, mais leur apparition est récente au Japon. Enfin, plusieurs entreprises japonaises ont accepté de créer des co-entreprises avec des partenaires occidentaux, avec ou sans contrôle par ces derniers, certains de ces regroupements étant parfois de très grande envergure. Le plus récent (mars 1999) résulte d'un accord entre Renault et Nissan dans le domaine automobile.

Quatrièmement, les restructurations entraînent des modifications dans le régime d'emploi des grandes entreprises (Keizai doiyukai, 1998). Depuis les années 1950, ce régime se caractérisait par ce qu'on a appelé le « système d'emploi à vie », qui était en réalité un système de sécurité d'emploi pour les employés dits réguliers. Celui-ci excluait les salariés temporaires ou à temps partiel, tout comme les femmes, du moins jusque dans les années 1980. Pour tous les « réguliers », cette sécurité d'emploi était assortie de possibilités de promotion à l'interne, fondée sur l'ancienneté et sur la performance, et de bénéfices sociaux divers. Elle était aussi fondée sur un mode de recrutement particulier : les grandes entreprises ne recrutaient que des nouveaux diplômés (de plus en plus, des diplômés d'universités ou de collèges techniques), dès leur sortie de l'école en mars, les faisant entrer dans l'entreprise le 1^{er} avril. Le tout était souligné par une grande cérémonie d'entrée et suivi d'une période de formation morale et technique de plusieurs semaines. Ces pratiques visaient à susciter l'identification des employés à leur entreprise. Le système était donc fondé sur une forme de réciprocité : l'entreprise assurait la sécurité d'emploi, des salaires en augmentation, des services et des possibilités de promotion, en échange, de la part de l'employé, d'une identification à l'entreprise et d'un travail acharné.

Ce système est en train de se modifier radicalement à la suite des restructurations nécessitées par la crise. En premier lieu, la sécurité d'emploi a été mise de côté par plusieurs entreprises souhaitant se départir d'une partie de leur main-d'œuvre excédentaire. En conjonction avec la fermeture de plusieurs PME en faillite, ceci a fait doubler le taux de chômage qui dépasse maintenant 4 % (soit à peu près le niveau auquel a chuté le taux de chômage aux États-Unis en mars 1999). En deuxième lieu, l'autonomisation des sections et la mise en place d'entreprises conjointes ont été accompagnées de la perte de la sécurité d'emploi et des avantages

pour les employés des nouvelles sociétés « indépendantes ». En troisième lieu, plusieurs entreprises ont mis en place des systèmes de promotion au mérite, en minimisant l'importance de l'ancienneté. Enfin, en quatrième lieu, ces pratiques ont été accompagnées d'un nouveau discours patronal proclamant la nécessité de mettre fin au système d'emploi à vie.

Autrement dit, les bases de l'échange entre entreprises et salariés sont en train d'être fondamentalement modifiées au plan pratique et remises en question au plan idéologique. Cela risque d'entraîner une baisse de l'identification des employés à leur entreprise, identification qui, de 1955 à 1990 environ, représentait un des atouts des grandes entreprises japonaises.

Cinquièmement, avec la hausse du chômage et de l'insécurité, la crise a entraîné l'augmentation de la pauvreté, notamment dans l'agglomération même de Tokyo, entre autres dans le village des sans-abri de la gare de Shinjuku ou dans celui des berges de la rivière Sumida. Les sans-abri ne sont pas les seules victimes visibles de la crise. Plusieurs nouveaux chômeurs ont perdu leur maison et sont contraints d'occuper des emplois quotidiens peu payés. Les femmes, frappées les premières par la baisse de l'embauche, ont perdu les avantages que la croissance leur avaient assurés. Enfin, toute une génération de jeunes, auxquels on avait promis des carrières assurées s'ils étudiaient, se retrouvent maintenant sans emploi, tout en n'étant pas considérés comme faisant partie du nombre des chômeurs.

La crise a donc eu des effets importants, qui peuvent encore s'amplifier au cours des prochains mois. Mais qu'arrivera-t-il s'il y a une véritable relance économique au Japon? Il est probable que, malgré la transformation radicale de la structure de l'économie japonaise apportée par quelque dix années de crise, certaines caractéristiques de son mode de fonctionnement, par exemple la sécurité d'emploi, demeureront en place, mais sous une forme modifiée et pour un nombre plus faible de personnes.

LA DIMENSION CHINOISE

Parler du poids sans cesse croissant de la Chine dans les affaires du monde est presque un lieu commun, et un lieu commun qui a une longue histoire, au moins aussi longue que celle de la quête de Cathay par l'Occident! Qu'il s'agisse du rêve d'accéder au marché chinois, de celui de le faire peser dans les échanges mondiaux ou tout simplement de celui de faire de ce pays, étendu comme le Canada mais environ 40 fois plus peuplé, un partenaire à part entière de la mondialisation, l'affaire demeure d'envergure et ses conséquences potentielles le sont tout autant. Mais les dirigeants chinois, la population chinoise ont-ils intérêt à précipiter la chose dans le contexte de la crise actuelle?

LE POTENTIEL DE RÉSISTANCE

Pourquoi la Chine semble-t-elle mieux s'en tirer que la plupart des autres pays de la région? La réponse n'est ni simple ni évidente. L'évocation de certains développements peut tout de même y contribuer.

Premièrement, depuis quelques années, la restructuration du secteur industriel bat son plein en Chine. Cela comprend notamment une tendance à la privatisation de la partie du secteur étatique qui n'est pas actuellement rentable ainsi que des changements de mentalité et de pratique dans le domaine des crédits bancaires. Bien sûr, ceci n'est pas sans provoquer en même temps des effets négatifs tels qu'une augmentation massive, ne serait-ce que temporaire, des taux de chômage et le problème qui y est étroitement associé, celui de l'affaiblissement de la consommation.

Deuxièmement, il y a en Chine une volonté ferme de résister aux pressions pour la dévaluation du renminbi (RMB), ce qui ne peut qu'influencer la position du pays dans les échanges internationaux.

Troisièmement, il semble y avoir un effort soutenu et relativement systématique en faveur d'un développement économique de l'intérieur du pays, nonobstant la primauté accordée, depuis le début des réformes économiques des années quatre-vingt, à l'ouverture des zones économiques spéciales sur le littoral.

LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES ET L'EMPLOI

Vers le milieu de 1998, la Chine disposait d'un peu plus d'un million d'entreprises dites privées, rassemblant environ 15 millions d'employés. Si l'on y ajoute les entreprises familiales, souvent minuscules, la force de travail du secteur privé reposait sur près de 27 millions de personnes dans les villes et sur plus de 41 millions en milieu rural (Lawrence, 1999). Toutefois, le secteur étatique rassemblait encore quelque 105 millions de travailleurs en 1998, dont plus de 100 millions toujours employés dans des entreprises collectives urbaines et rurales. Les entreprises de l'État continuent à représenter un handicap considérable pour l'économie du pays, environ la moitié d'entre elles fonctionnant à perte (Wilhelm, 1999 : 11).

Mais ce qui importe le plus à l'heure actuelle, c'est plutôt la promesse des changements structurels à venir. La tendance qui se dessine consiste à privatiser, parmi les sociétés d'État, celles qui sont les moins grandes et les moins performantes.

Parallèlement à cette privatisation sélective, on procède à des coupures de personnel massives dans des entreprises demeurées publiques. En fait, depuis les années 1960, cette tendance gagne en vitesse, particulièrement dans les secteurs du charbon et des textiles, si bien qu'à la fin de 1998 plus de 17 millions d'ouvriers avaient été licenciés, soit environ un sur cinq dans ces deux seuls secteurs, étant entendu que plusieurs autres secteurs sont touchés. Enfin, le problème du chômage s'aggrave de plus en plus face à ces ajustements structurels de l'économie. On calcule qu'à la fin de 1998 le taux de chômage dans les villes atteint environ 8 %, ce qui signifie quelque 16 millions d'ouvriers urbains sans travail, alors qu'en campagne le taux est beaucoup plus élevé. Ce sont le chômage et le sous-emploi en milieu rural qui provoquent et aggravent le phénomène grandissant dit de « population flottante ». Ainsi, des ruraux sans emploi se déplacent vers les villes, sans toutefois accéder aux avantages et à la protection (logement assuré, par exemple) accordés aux citoyens qui sont dûment accrédités par le célèbre hukou,

permis officiel de résidence urbaine. Personne ne connaît l'ampleur véritable de ce problème, mais certains estiment que plus de 100 millions de personnes composent cette « population flottante » (Banister, 1997; Bian, 1994). Enfin, malgré le caractère relativement docile de la population active en Chine, on assiste, ici et là, comme au Sichuan en 1997, à des manifestations de frustration et de désespoir (Saywell, 1999).

MARCHÉ INTÉRIEUR, MARCHÉ MONDIAL, CONSOMMATION ET ÉPARGNE

Entre 1980 et 1995, la Chine est parvenue à maintenir la croissance de son produit intérieur brut, *per capita*, à un taux annuel moyen de 8,4 %, nettement supérieur à celui de tous les pays de l'Est et du Sud-Est asiatiques, y compris la Corée du Sud (7,5 %) et Singapour (6,5 %), ses plus proches concurrents en la matière (Ahuja *et al.*, 1997 : 4). De plus, en 1998, seule la Chine était parvenue à maintenir le cap, ou presque, avec un taux de croissance du PIB/*per capita* estimé à environ 8 %, comparativement à 8,8 % en 1997 (Saywell, 1998).

Tant les performances actuelles que celles des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix sont sans doute en partie imputables à l'ampleur du marché intérieur chinois. Car il faut rappeler que les échanges internationaux ne représentent pas le principal moteur de la croissance de l'économie chinoise. Cependant, celle-ci n'est pas totalement à l'abri des effets de la crise qui affectent toute la région. Certains économistes (Barker *et al.*, 1999)¹ prétendent même que le centre de gravité de la crise se déplace inéluctablement vers la Chine et Taiwan, appelés de plus en plus « la Grande Chine », ainsi que vers la Corée du Sud. Quoi qu'il en soit, face au marché mondial, la Chine bénéficie d'avantages certains au niveau de l'industrie légère, alors que pour Taiwan, c'est l'informatique qui représente un secteur fort. De tels atouts devront être préservés dans la course aux marchés internationaux. Il reste que cela n'est sans doute qu'une des stratégies que la Chine envisage pour éviter les traquenards de la crise asiatique. Enfin, si la consolidation des plus grosses entreprises de l'État, sous la forme de multinationales de la taille des sociétés inscrites au Fortune 500, est devenue une priorité nationale — parallèlement à la privatisation de sociétés plus petites et moins performantes —, à l'échelle locale, le mot d'ordre est celui de la diversification (Yatsko, 1998).

Par ailleurs, sans doute en raison d'une crainte généralisée, provoquée par des mises à pied dans toutes les régions, les taux de consommation étaient en train de se rétrécir un peu depuis quelques années, ce qui augurait mal pour l'avenir de la résistance interne dont avait témoigné la Chine jusqu'alors. Ce n'est qu'au moment où, au début de 1999, la crise asiatique semble s'estomper légèrement en Asie du Sud-Est et au Japon, que l'on assiste à une stabilisation des ventes de détail en Chine, après une chute qui avait duré de 1995 à 1998 (Saywell, 1998). Toutefois, parmi la population, le taux d'épargne demeure très élevé. Une stratégie à dégager de cette tendance à l'épargne est que la Chine trouverait avantage à mettre en vigueur des mécanismes qui permettraient de mobiliser les capitaux ainsi accumulés collectivement par la population chinoise. Les quelques places boursières (Shanghai, Shenzhen, Hong Kong et éventuellement d'autres, phénomène récent en Chine) et une ambiance propice aux placements devront rendre l'investissement

plus accessible à la masse des Chinois qui réalisent des économies à un rythme étonnant.

Cependant, à l'encontre de ce qui se passe dans plusieurs pays asiatiques où l'inflation est à la hausse (ou l'a été, jusqu'à tout récemment), l'économie chinoise est sous la menace bien réelle de la déflation, comme en témoigne la chute de 2,5 % de l'indice des prix de détail en 1998. Ceci contribue sans doute à une pression en faveur de la dévaluation du renminbi qui, de toute évidence, apparaît surévalué, ne serait-ce que légèrement, sur les marchés monétaires internationaux (Saywell, 1998 : 39). Ce phénomène peut, lui aussi, devenir un obstacle à l'expansion économique qui est si nécessaire à la création de l'emploi, elle-même indispensable pour absorber les pertes attribuables à la restructuration actuelle de l'industrie chinoise.

Face à la crise économique en Asie, la Chine a sans doute intérêt à se concentrer sur la restructuration interne de son secteur industriel afin de demeurer vraiment compétitive au plan des coûts et de la qualité de la production. Pour le moment, malgré un ralentissement de la demande des consommateurs de l'Asie du Sud-Est, et alors que le Japon ne semble pas représenter un très grand marché pour les produits chinois, la Chine a su profiter de son accès relativement privilégié au marché américain. De plus, elle jouit au départ d'un avantage certain sur les pays de l'Asie du Sud-Est, par son ampleur démographique et la dimension de son marché.

LES COMPOSANTES GÉOGRAPHIQUES

L'opposition entre le littoral et l'intérieur

Cette restructuration essentiellement économique comporte également une composante géographique, bien que cette dernière semble être souvent oubliée dans les discours des économistes. C'est presque un cliché que de rappeler l'opposition entre le littoral et l'intérieur : le premier, fort de ses nombreuses zones économiques spéciales de tous genres, est en pleine expansion depuis le début des réformes des années 1980, alors que l'arrière-pays et les provinces de l'intérieur ont reçu beaucoup moins d'investissements (Lin, 1997; Casinader et McGee, 1997; Yeung, 1998; Larivière et Sigwalt, 1996). Enfin, la création en 1997 d'une quatrième municipalité (après Beijing, Tianjin et Shanghai)² de « niveau administratif provincial » — en l'occurrence la « municipalité régionale » sichouanaise de Chongqing, sur le moyen Yangzi —, témoigne déjà d'une préoccupation nationale pour la décentralisation de l'industrie et l'extension spatiale du développement économique vers l'intérieur.

Quand on sait que la population de la province du Sichuan s'élève à quelque 100 millions de personnes, sans compter la vingtaine de millions relevant de la nouvelle municipalité de Chongqing, on peut se faire une idée plus juste de l'importance relative du marché que représente cet « arrière-pays ». Il en est de même avec d'autres provinces intérieures situées moins loin du littoral, telles le Henan et l'Anhui, comptant chacune plus de 80 millions d'habitants.

L'industrialisation des milieux ruraux

Il faut rappeler ici une autre caractéristique géographique de l'industrialisation et du développement économique de la Chine, laquelle a d'ailleurs sa contrepartie au Japon et en Asie du Sud-Est. Il s'agit du phénomène dit « de desakota » (McGee, 1991), selon lequel l'industrialisation des milieux ruraux est en croissance rapide, tout particulièrement en périphérie des grandes villes. Cette nouvelle réalité remet en question l'ancienne dualité ville-campagne et a certainement des conséquences majeures tant pour l'industrie que pour l'agriculture (Lin, 1997). Dans le cas de la Chine, la nouvelle autonomie relative accordée à l'agriculteur depuis le début des années 1980 a favorisé le passage de terres jadis agricoles à des zones industrielles. Ainsi, d'agriculteurs qu'ils étaient, beaucoup sont devenus soit des entrepreneurs industriels, soit des employés dans une industrie rurale non agricole. Par ailleurs, le célèbre modèle de Wenzhou, dans la province de Zhejiang, fait son chemin à travers des zones périurbaines de toute la Chine. Des PME se développent en s'appuyant sur les ressources et les épargnes des ménages, en non sur celles de l'État, et en favorisant une très grande spécialisation dans de « petites productions » : ainsi des « quatre milles types de bouton à Qiaotou », dans la municipalité de Wenzhou. Cette caractéristique, qui n'est certes pas exclusive à la Chine, pourrait représenter un atout majeur dans la restructuration des économies tant de la Chine que des autres entités politiques de l'Asie de l'Est. Il n'est pas impossible que, par une sorte de *rurbanisation* industrielle, la Chine rejoigne l'Asie du Sud-Est et le Japon dans une stratégie commune d'aménagement spatial du territoire, où le développement industriel et le développement agricole s'imbriquent l'un dans l'autre. Cette perspective fondamentalement géographique constitue une des armes les plus importantes contre les effets potentiellement négatifs de la crise économique en Asie.

Échanges extérieurs, aménagements portuaires et réseaux de transport

Un autre atout consiste en une meilleure coordination des échanges commerciaux avec l'extérieur. Car la plupart des scénarios permettant une croissance durable repose sur une augmentation de ces échanges. Les autorités de la région, y compris les autorités chinoises, voient d'ailleurs dans la croissance du trafic un élément de solution à la crise économique. De l'avis des responsables chinois, le maintien de la compétitivité des pays de l'Asie de l'Est repose sur la décision de différentes firmes étrangères de s'implanter dans la région. Mais la réalisation de cette stratégie nécessite des infrastructures de transport de qualité permettant un haut degré d'accessibilité, notamment pour le mouvement de conteneurs. En effet, la conteneurisation est une réalité incontournable du processus de globalisation. Mais la demande d'investissements liée à la conteneurisation est considérable. La crise a donc accéléré le processus de privatisation, seul le secteur privé étant en mesure de rassembler les capitaux nécessaires.

C'est ainsi que la crise financière a poussé les gouvernements de la région à identifier des mécanismes susceptibles d'attirer des investisseurs étrangers privés dans des projets de développement d'infrastructures de transport. En effet, les contraintes budgétaires et la nécessité de limiter l'endettement des entreprises publiques réduisent considérablement les possibilités de financement public de ces immenses besoins. Face à une demande considérable, le montage de projets

dans le cadre de partenariats public-privé est apparu comme une réponse appropriée. Cette notion de partenariat public-privé recouvre toutefois plusieurs réalités qui vont de la simple sous-traitance jusqu'à la privatisation complète de certains services ou équipements. Entre les deux figurent les différents montages construction-exploitation-transfert et leurs variantes, ainsi que les différentes formes d'affermage ou de concession. Mais toutes ces options doivent concilier des intérêts souvent contradictoires : l'État qui doit aménager son territoire et l'investisseur qui espère obtenir un profit pour son investissement.

L'adoption des principes de l'économie de marché en Chine, après plus de 30 ans d'économie planifiée, a entraîné une remarquable augmentation du trafic de marchandises. Et cette hausse devrait se poursuivre à l'aube du troisième millénaire. En effet, la tendance au recours à de plus gros navires et le besoin de créer d'importants ports de transit pivots-rayons ont exercé de fortes pressions en faveur du développement de terminaux à conteneurs. Le gouvernement chinois s'est donc trouvé confronté à la nécessité de réaliser d'importants travaux d'équipement. Mais l'apport d'expertise et de capitaux nécessaires au développement portuaire, surtout dans un contexte de crise, ne peut survenir que par une plus grande participation du secteur privé. Pour mener à bien l'opération, la Chine a donc adopté un ensemble de mesures de privatisation de son système portuaire (Taplin, 1993; Hayashi *et al.*, 1998). Cette politique n'est pas sans conséquences, y compris pour la géographie même de la Chine.

Premièrement, ce processus de privatisation a permis à des opérateurs de terminaux de globaliser leur industrie. Ainsi, les sociétés Hutchison Whampoa (Hong Kong), P&O Ports (Royaume-Uni) et PSA Corporation (Singapour) se sont vues octroyer des concessions de 20 à 30 ans sur les terminaux à conteneurs de 11 ports chinois. La concentration de services de transport et de services logistiques au sein de quelques firmes apparaît évidente. L'objectif consiste à insérer les opérations des terminaux portuaires dans la même trajectoire que celle des grands transporteurs maritimes. Plus particulièrement, on cherche à élaborer la gestion unique d'un système de transport intermodal incorporant les activités des transporteurs océaniques, des opérateurs des terminaux, des gestionnaires des réseaux de transport terrestre et des expéditeurs.

Deuxièmement, on assiste à une transformation de terres agricoles des zones périurbaines à des fins portuaires. En effet, dans le but d'éviter d'avoir à supporter les frais des services auxiliaires et à effectuer ainsi de la sous-traitance pour les expéditeurs, ces opérateurs des terminaux portuaires compartimentent le secteur des conteneurs et l'associent aux activités des expéditeurs. Mais il existe une limite à l'expansion géographique des ports de Chine. La croissance de l'échelle des opérations dans les terminaux et le coût des terrains rendent prohibitive la construction de nouveaux espaces portuaires. Il n'existe pas d'aire d'entreposage près des terminaux, les espaces urbains chinois étant régularisés et rigides. De plus, les problèmes de congestion, d'augmentation de la valeur foncière et des conflits entre différents types d'utilisation du sol entraînent la dispersion d'activités logistiques flexibles. Ces conflits sont particulièrement marquants dans le secteur des transports, qui doit composer avec des réglementations modales, des contrôles environnementaux et des problèmes d'accessibilité. Cette rigidité de l'espace encourage la localisation des nouveaux terminaux de transport dans les zones péri-

urbaines, notamment près des voies routières. Les villes, les villages ou les entreprises publiques, propriétaires des terrains, soutirent des revenus plus élevés de la location des espaces que de la production agricole.

Troisièmement, il est de plus en plus difficile de parler d'un réseau de transport proprement national. L'expansion des entreprises privées, dans le domaine des transports en Chine, a entraîné de profondes mutations dans l'architecture des réseaux et exerce un impact sur les politiques d'aménagement du territoire. Désormais et de façon sans cesse accentuée, les réseaux sont ceux des sociétés de transport. Le trafic des marchandises ne sera sans doute plus aussi intelligible au sein de l'État-nation, mais beaucoup plus comme élément d'une chaîne de transactions entre régions reliées au sein de corridors de transport est-asiatiques, débordant largement les frontières de la Chine.

LA DÉRIVE INDONÉSISIENNE

À des degrés divers, les dix pays qui composent le Sud-Est asiatique sont tous affectés par la crise financière qui sévit sur toute la façade pacifique de l'Asie. Mais certains, en particulier ceux dont l'économie n'est encore que peu intégrée au marché mondial, sont apparus moins perturbés, du moins au cours de la première année de la crise. On pense ici à la Birmanie, au Laos, au Cambodge et au Vietnam, par ailleurs les pays les plus pauvres de la région. D'autres, comme la riche Cité-État insulaire de Singapour et le petit sultanat pétrolier de Brunei, dont les économies sont étroitement liées, ne sont pas vraiment en crise, bien qu'il leur faille revoir à la baisse leurs objectifs de croissance. Mais les quatre grands pays qui, dès les années soixante, s'étaient résolument lancés dans la course à la croissance économique et à l'arrimage au marché mondial, en l'occurrence les Philippines et, surtout, la Thaïlande, la Malaysia et l'Indonésie, sont tous profondément frappés par la crise. Dans les trois derniers, le choc a aussi entraîné la remise en cause des instances politiques dirigeantes (Keenan, 1998), de façon particulièrement dramatique dans le cas de l'Indonésie. C'est d'ailleurs ce pays, de loin le plus étendu et le plus peuplé de la région, avec ses quelque 2 millions de km² et plus de 200 millions d'habitants, qui est le plus durement ébranlé par la crise. Venue de loin, ayant accompli de remarquables progrès depuis les années soixante, l'Indonésie semble aujourd'hui à la dérive.

LE MIRACLE INDONÉSISIEN ET LES LIMITES DE L'AUTORITARISME

Parmi les pays d'Asie orientale et sud-orientale ayant réalisé des prouesses économiques et sociales depuis les années soixante, l'Indonésie occupe en effet une place de choix. Devant des pays tels le Japon, la Corée du Sud, même la Chine, devant des voisins tels la Malaysia, les Philippines ou la Thaïlande, le grand pays-archipel apparaissait au départ particulièrement handicapé. Son retard était manifeste sur plusieurs plans, notamment ceux de l'alimentation, de l'alphabétisation et de l'espérance de vie. Ce retard était au moins en bonne partie attribuable aux séquelles tant de la Deuxième Guerre mondiale (1942-1945), que de la longue et dure lutte pour l'indépendance nationale devant l'acharnement des Néerlandais (1945-1950) et que de la mauvaise administration du pays jusqu'au milieu des années 1960 par Sukarno, le président-héros national, et son équipe.

À la suite de la prise du pouvoir par les militaires en 1965 et de l'instauration du régime de l'Ordre Nouveau en 1966, c'est-à-dire un régime laissant à l'armée de larges responsabilités dans l'administration civile, de profondes transformations avaient été engagées, notamment dans la gestion de l'appareil de production et dans la gestion géopolitique du pays (Archipel, 1993; Jones et Hull, 1997). Tout à la fois imposées par le régime autoritaire de Suharto, le général-président, appuyé en cela par le lobby hyperactif des multinationales, mais aussi suscitées et gagnées par le travail acharné d'une population cherchant désespérément à se sortir de la pauvreté, les réalisations économiques et sociales qui en résultèrent jusqu'au milieu des années 1990 furent sans égal en Asie du Sud-Est. Plus qu'ailleurs, le taux de croissance des rendements rizicoles, au cœur même des transformations de l'agriculture, soumise à la révolution verte, dépassa largement celui de la population. Plus qu'ailleurs, du moins en chiffres absolus, l'expansion territoriale de l'ensemble de l'agriculture, laquelle demeure de loin le principal employeur, contribua à l'intégration des marges du pays. Enfin, tout comme chez ses voisins malaysiens et thaïlandais, la croissance phénoménale des exportations fut de plus en plus étroitement associée à celle de la production industrielle, elle-même résolument orientée vers le marché des pays industriels développés, dont le Japon, les uns et les autres étant à la recherche d'un main-d'œuvre habile et peu coûteuse.

Surtout, cette croissance économique fut accompagnée de réels progrès sociaux. Ainsi, selon la Banque mondiale, entre 1970, alors que le pays comptait parmi les plus pauvres du monde, et 1990, le pourcentage de la population vivant sous le seuil de la pauvreté a été abaissé de 60 % à 15 % (World Bank, 1994). Entre 1976 et 1991, malgré un taux de croissance démographique encore trop élevé, le nombre total des pauvres est tombé de 54 à 27 millions (Biro Pusat Statistik, 1992). Certes, de telles évaluations émanent de sources officielles, donc sujettes à caution, mais plusieurs auteurs indépendants en ont corroboré la validité (Wiebe, 1994; Mason et Baptist, 1996). D'autres indices de progrès social vont dans le même sens. Ainsi, entre 1961 et 1994, la disponibilité alimentaire, telle que mesurée en termes de calories/jour/capita, a connu une hausse de quelque 50 %, nettement plus forte que dans tout autre pays de la région, permettant ainsi aux Indonésiens d'atteindre un niveau de consommation calorique quotidienne moyenne de l'ordre de 2610 et d'ainsi presque rejoindre le niveau de leurs voisins malaysiens, qui s'élevait alors à 2780 (Molina, 1999). Un rattrapage tout aussi étonnant a été réalisé au plan de la réduction de l'analphabétisme et de la hausse de l'espérance de vie : comme en témoignent les données de l'ONU, entre 1961 et 1995, le taux d'analphabétisme a régressé de 57 % à 16 % alors que l'espérance de vie passait de 47 à 62 ans pour les hommes et de 47 à 66 ans pour les femmes.

LE RETOUR DE LA PAUVRETÉ

Hélas, depuis le déclenchement, en juillet-août 1997, de la crise financière dans la région, c'est l'Indonésie qui apparaît le pays le plus profondément touché. Premièrement, la devise nationale, la rupiah, est la plus malmenée parmi les devises asiatiques en difficulté, mis à part le cas tout à fait particulier du kip laotien en chute libre depuis quelques mois. Deuxièmement, l'économie indonésienne est celle qui a connu le plus net recul en 1998, le produit intérieur brut ayant régressé de 14 % (Murphy, 1999). Troisièmement, le président Suharto, homme fort s'il en

était un, lui dont la famille, fort élargie pour les besoins de la cause, avait amplement profité de la « patrimonialisation de l'économie » (Crouch, 1979; Compagnon, 1997), a été contraint de démissionner en mai 1998. Quatrièmement, ce qui est beaucoup plus grave, la pauvreté revient au galop, avec, cinquièmement, sa cohorte de drames, de conflits et d'émeutes, dont plusieurs à caractère racial.

Ainsi, d'après les estimations du gouvernement indonésien lui-même³, à la fin de 1998, le nombre des pauvres s'élevait à quelque 90 millions, ce qui correspond à près de 45 % de la population du pays. Par ailleurs, les emplois dans les villes, notamment dans le secteur de la construction sont en recul, alors que les emplois dans les secteurs dits informels sont à la hausse. De nombreux travailleurs urbains retournent dans les campagnes, l'agriculture semblant jouer un rôle de soupape à la crise, du moins pour un nombre grandissant de pauvres qui y trouvent à s'employer. D'une façon générale, ce recours aux activités dites informelles, dont celles du menu commerce, et ce retour à la campagne, banlieues maraîchères comprises, concernent surtout des femmes, qui sont généralement les premières à être mises à pied dans les entreprises formelles, privées ou publiques. Dans ce contexte, les organisations non gouvernementales occupent une place essentielle là où les services officiels de l'État ne parviennent plus à tenir leur rôle.

L'UNITÉ TERRITORIALE EN PÉRIL

Mais ni ces organisations, et encore moins l'État ne semblent en mesure de mettre un terme aux flambées de violence qui se multiplient, tant dans les villes que sur les marges pionnières du pays, là où, depuis plusieurs décennies, les programmes de transmigration ont mis en présence des communautés de cultures différentes. Ces programmes de relocalisation de populations provenant du centre très densément peuplé du pays, c'est-à-dire surtout les îles de Java, de Madura et de Bali, vers les îles dites extérieures de l'archipel, ont joué depuis les années 1950 un rôle géopolitique, économique et social tout à fait essentiel dans la formation de l'Indonésie moderne. Eux aussi risquent d'être remis en question par la crise actuelle, non seulement pour des raisons économiques, les finances de l'État étant en sérieuse difficulté, mais parce que plusieurs des régions de colonisation représentent désormais un maillon faible du contrôle territorial exercé par Jakarta sur les marges du pays. À vrai dire, les maillons faibles semblent se multiplier, tant au cœur du pays, dans l'île de Java même, que sur plusieurs des marges. Cela concerne tout autant la partie indonésienne de l'île de Bornéo, où se sont récemment affrontés des Dayaks et des colons madurais, que les quatre principales régions ayant, à divers titres et à des moments souvent différents, résisté à l'intégration nationale, depuis l'indépendance autoproclamée de l'Indonésie en 1945.

On pense d'abord ici à la province d'Aceh, la plus musulmane du pays, à la pointe nord de Sumatra, puis à trois foyers majeurs de dissension, ceux-là situés à l'extrémité orientale de l'archipel : l'île d'Amboine, ancienne île aux épices, la province d'Irian Jaya, adossée à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et encore majoritairement peuplée de Papous et, enfin, le Timor oriental, véritable poudrière. Même l'île de Batam, à quelques encablures de Singapour, pourtant presque sous la tutelle de la prospère Cité-État, est actuellement le lieu d'affrontements ethniques (juillet 1999).

Parmi tous ces foyers de discorde, les deux plus dangereux pour l'unité du pays sont sans doute le Timor oriental et Aceh. Dans le premier cas, le problème remonte à la prise de contrôle, par l'armée indonésienne, en 1975, de ce qui était demeuré jusqu'alors une enclave coloniale portugaise aux confins orientaux de l'archipel indonésien. Malgré l'intégration forcée, dès 1976, de cette partie orientale de l'île de Timor, à titre de 27^e province de l'Indonésie, la majeure partie de sa population n'avait jamais accepté cet état de fait, à un tel point que seule la présence d'une armée répressive avait maintenu la nouvelle province dans le giron de l'État central. En 1991, à la suite d'un massacre de jeunes contestataires pacifiques, perpétré devant des caméras étrangères par l'armée d'occupation indonésienne, l'opinion mondiale avait semblé se réveiller. Ce réveil apparaissait fort tardif, puisque de nombreux témoignages existaient déjà quant à la férocité de la répression exercée par l'armée indonésienne sur les Timorais, dont au moins 300 000 avaient été passés par les armes entre 1975 et 1981 (Defert, 1992, p. 150) et au moins 100 000 au cours de la décennie suivante, soit plus du tiers de la population totale. À compter de 1991, l'armée avait dû se faire plus discrète, des milices pro-Indonésie, plus ou moins appuyées par Jakarta, en ayant pris le relais. En multipliant les exactions, ces milices, toujours en place, parviennent à maintenir la tension dans l'île, dont la majorité des habitants, semble-t-il, continue à contester la tutelle indonésienne. Depuis la chute de Suharto et l'arrivée au pouvoir de son ancien bras droit, B. J. Habibie, l'idée d'un référendum s'est imposée, celui-ci devant, en principe, être tenu avant la fin du mois d'août 1999, sous l'égide de l'ONU. La population du Timor oriental (moins d'un million d'habitants) aura alors à choisir entre l'indépendance et le maintien du statut actuel.

L'issue de ce scrutin aura un impact considérable sur l'ensemble de la scène indonésienne, tout particulièrement à l'autre extrémité de l'archipel, dans la province d'Aceh. Située aux confins occidentaux du pays, à quelque 2000 km de la capitale Jakarta, cette province, qui dispose d'un statut spécial (*daerah istimewa*) a une longue histoire de résistance au pouvoir central. Doté d'un passé glorieux, largement antécédent à la formation des Indes néerlandaises (Lombard, 1967), Aceh est la région ayant opposé la plus farouche résistance à la pénétration coloniale, à un point tel qu'en 1942, lorsqu'ils furent chassés de l'archipel par les Japonais, les Néerlandais n'avaient pas encore totalement pacifié Aceh, malgré trois siècles de tentatives! Lorsqu'en 1945, avec l'aide des Britanniques, ils tentèrent de reconquérir leur domaine colonial indonésien, remportant quelques succès au centre de l'archipel, notamment dans l'île maîtresse de Java, ils ne parvinrent même pas à prendre pied à Aceh. Enfin, une fois les Néerlandais définitivement vaincus et la reconnaissance de l'indépendance indonésienne universellement reconnue, la nouvelle administration civile dut composer avec les chefs religieux musulmans encore puissants, les *ulémas*.

Depuis lors, le greffage d'Aceh à l'ensemble national n'a jamais vraiment réussi. Il y eut la révolte de 1953, suivie en 1956 de la reconnaissance, par Jakarta, d'un statut spécial à cette province pouvant désormais appliquer la loi musulmane. Pourtant, malgré l'intégration grandissante de son économie à celle de l'ensemble de l'Indonésie, les revenus de ses importants gisements d'hydrocarbures profitant en fait beaucoup plus à Jakarta qu'à elle-même, les revendications nationalistes n'y ont jamais cessé, menant à des affrontements armés périodiques, les plus

sanglants étant survenus entre 1989 et 1992. Plus récemment, y compris en juillet 1999, ces affrontements entre la guérilla indépendantiste — encore peu nombreuse mais bien armée et très aguerrie — et les forces armées indonésiennes se sont accentués, dans un contexte où le pouvoir civil a peine à tenir la bride aux militaires. L'imbroglio est à la fois délicat et explosif et sa résolution peut être déterminante à l'échelle de tout le pays.

Aux prises, à l'échelle nationale, avec une crise financière tout autant que politique, les dirigeants de Jakarta doivent composer avec de multiples foyers de mécontentement et une armée en mal d'accentuer son action. Partout, les revendications s'appuient sur des fondements largement économiques, les « périphéries », tant sociales que géographiques, se percevant, généralement à juste titre, flouées par le pouvoir central et tout particulièrement par les militaires. S'y ajoutent les enjeux religieux, linguistiques et ethniques, Aceh représentant un cas ultime, pour trois raisons essentielles : sa position centrifuge, sur les plans tant historique que géographique, le pouvoir qu'y exercent les religieux musulmans et l'ampleur des enjeux économiques et stratégiques. Les Acehnais attendent avec impatience que, à quelque 4 000 km à l'est, soit enfin tenu le référendum timorais, dont l'issue pourrait alimenter leurs propres espoirs. « Ce formidable compromis géographique que représente la nation indonésienne » (De Koninck, 1989, p. 56) apparaît bel et bien en péril.

L'INCERTITUDE POLITIQUE

Les incertitudes qui planent aux marges du pays, y compris à Amboine et en Irian Jaya, sont d'autant plus profondes que la scène politique à Jakarta demeure confuse. Il faut rappeler que, jusqu'ici (31 juillet 1999), les résultats des élections parlementaires du 7 juin ne sont pas encore entièrement divulgués publiquement. Pourtant, des espoirs immenses étaient fondés dans ces élections, les premières véritablement libres depuis 1955. Les éléments de résultats déjà connus confirment l'érosion très marquée du parti au pouvoir, le Golkar, création de Suharto et de son Ordre Nouveau. On sait aussi que le grand gagnant sera le parti de Megawati (le PDI-P, pour Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan, ou Parti démocratique indonésien pour la lutte), fille de Sukarno, feu premier président de la nation indépendante; une Megawati qui ne cesse de déclarer qu'advenant son accès à la présidence, elle refusera de reconnaître les résultats du référendum timorais, si ceux-ci devaient être favorables à l'indépendance. Cette prise de position nationaliste et intransigeante lui vaut, bien sûr, l'appui de l'armée. Et les élections présidentielles ne doivent pas être tenues avant novembre prochain...

CONCLUSION PROVISOIRE...

Si, dans l'ensemble de l'Asie du Pacifique, c'est bien l'Indonésie qui représente actuellement la plus grande incertitude, du fait du profond élargissement de la crise financière aux sphères économique, sociale et politique, les conséquences de la crise demeurent partout profondes, voire s'accroissent dans quelques pays au départ moins touchés.

- 1) Ainsi, des pays relativement moins intégrés aux échanges internationaux, tels le Laos, le Vietnam et le Cambodge voient leurs propres économies de plus en plus touchées par le déclin de celles de leurs voisins. Le Laos est actuellement aux prises avec une véritable dégringolade de sa monnaie, dont la valeur continue à chuter à l'heure actuelle. Fin juillet 1997, à l'aube de la crise, le dollar américain s'échangeait contre quelque 1000 kips laotiens. Un an plus tard, il s'agissait de 3750; en mai 1999, de 6500, le 5 juillet de 7200 et le 19 juillet, de 8800. Une telle dégringolade, d'une ampleur comparable à celle qu'a subie en 1997-1998 la rupiah indonésienne, s'explique en bonne partie par la réduction sensible des échanges internationaux, des investissements étrangers et de l'aide extérieure, le marché des uns et des autres ayant été largement dominé par des pays asiatiques, dont le Japon (Camard, 1999). Au Vietnam, où l'ouverture au marché mondial était en pleine accélération, le taux de croissance annuel moyen de la valeur des exportations ayant, entre 1992 et 1999, dépassé 30 %, cette croissance a été sensiblement ralentie en 1997 et 1998, à un taux de 13 %, lequel demeure tout de même honorable (Dang, 1998). Plus significative encore semble être la baisse marquée dans les investissements étrangers depuis le début de la crise (*ibid.*). Là aussi, cette réduction est d'abord celle des investissements asiatiques, japonais d'abord, mais aussi coréens et singapouriens. Finalement, ce ralentissement de l'ensemble de l'activité économique dans la région se fait même sentir au Cambodge, l'aide dont le pays a tant besoin pour son œuvre de reconstruction ayant tendance à plafonner.
- 2) Au total, c'est bel et bien la cadence du moteur économique japonais qui a été enrayerée. Depuis 1996, les banques japonaises ont considérablement réduit leurs prêts aux entreprises œuvrant dans la région. Alors qu'elles assuraient 40 % des prêts actifs dans l'ensemble de l'Asie, cette proportion est aujourd'hui de 28 % (Sender, 1999). De plus, en Asie du Sud-Est, les investissements directs japonais ont chuté de 71 % en 1998 (*ibid.*). Enfin, alors qu'en 1989 près de 25 % des échanges extérieurs des pays de cette même Asie du Sud-Est étaient réalisés avec le Japon, cette proportion avait baissé à 16 % en 1997 (*ibid.*).
- 3) Alors qu'au cours des décennies de croissance, la coopération intrarégionale, sur les plans tant politique que commercial et industriel, n'avait cessé de s'accroître, tout particulièrement parmi les pays membres de l'ASEAN (*Association of South-East Asian Nations*), plusieurs des États de la région semblent vouloir faire cavalier seul devant la crise. C'est le cas notamment de la Malaysia qui a choisi d'imposer des restrictions aux mouvements des capitaux et d'imposer un contrôle des changes, toutes choses entravant les initiatives des capitalistes de la région, notamment les gens d'affaires de la diaspora chinoise. Ceux-ci sont même directement pris à partie en Indonésie, comme à l'occasion de chaque crise, ce qui peut avoir un impact direct sur la capacité de ce pays à relancer son économie.

La montée des individualismes nationaux peut même avoir des conséquences graves sur les plans géopolitique et géo-stratégique. Ainsi, l'actuelle tension concernant la juridiction sur les îles de la mer de Chine méridionale, opposant généralement la Chine à l'un ou l'autre des pays du Sud-Est asiatique (Lasserre, 1996), le Vietnam, les Philippines ou la Malaysia, semble prendre une nouvelle tournure, ces derniers pays ne parvenant plus à s'entendre dans ce dossier, ce qui ne peut que faire l'affaire du géant chinois (Dolven et Holland, 1999).

Cette même montée des individualismes semble entraîner des effets contradictoires sur les politiques agricoles. Les retours à la campagne des chômeurs urbains s'intensifient, notamment en Indonésie, comme nous l'avons déjà mentionné. De plus, plusieurs pays, dont le Vietnam et l'Indonésie, ont choisi d'accentuer le rythme de l'expansion agricole, surtout aux fins de l'exportation des produits issus de l'agriculture commerciale, dont le café et l'huile de palme. Il s'ensuit une intensification de la déforestation et de la détérioration environnementale, laquelle met en péril les équilibres nécessaires au maintien d'une agriculture durable. Par ailleurs, les vastes incendies causés par la perte de contrôle sur la mise à feu sauvage de la forêt, que l'on cherche à remplacer par des cultures de rente, entraînent des formes de pollution de l'air littéralement internationales (De Koninck, 1998).

Cette ruée sur les ressources naturelles concerne également le domaine minier, le cas de la mine de Grasberg, située en Irian Jaya indonésien, représentant un cas exemplaire. La société américaine Freeport y exploite le plus grand gisement de cuivre et d'or au monde, selon des méthodes qui, semble-t-il, causent des dommages irréparables à l'environnement (Murphy, 1999). De toute évidence, devant la crise financière et la dérive administrative indonésienne, la volonté politique de réglementer les grands chantiers financés de l'extérieur vacille.

- 4) Enfin, il est bien évident que la croissance économique autogénérée, c'est-à-dire qui avait été de plus en plus liée à la montée des échanges et investissements intrarégionaux, interasiatiques, connaît un frein qui se fera sentir encore pendant longtemps. Il est possible que cela permette aux intérêts moins proprement régionaux, c'est-à-dire essentiellement européens et nord-américains, d'accroître leur part du marché de l'éventuelle reprise. Cela apparaît quelque peu paradoxal quand on se rappelle à quel point le capitalisme « occidental » avait été remis en cause par le premier ministre malaysien Mahathir au début de la crise.

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier les deux évaluateurs anonymes pour leurs commentaires critiques. En revisant leur brève étude, ils en ont tenu compte, autant que faire se peut, dans le contexte d'une crise économique aux effets multiples et changeants et concernant directement près du tiers de la population de la planète.

NOTES

- 1 G. Barker, Kleinwort Benson Securities; A. Chan, HSBC Securities Asia; E. Galbraith; A. S. Kapur, Morgan Stanley Dean Witter; P. Schulte, ING Barings; E. von Pfeil, Clarion Capital.
- 2 Ces quatre municipalités, relevant directement de la planification nationale centrale à Beijing, ne sont pas à confondre avec les quelque 640 municipalités qui sont des zones urbanisées relevant des 27 provinces et régions autonomes de la République populaire de Chine. Celles-ci aussi sont, bien entendu, très largement concernées par la vague de décentralisation géographique de l'industrie chinoise.
- 3 Il s'agit des estimations non publiées, d'accès limité, du *Biro Pusat Statistik*, ou « Bureau central de la statistique ».

BIBLIOGRAPHIE

- AHUJA, V. *et al.* (1997) *Everyone's Miracle? Revisiting Poverty and Inequality in East Asia*. Washington, World Bank.
- ARCHIPEL (1993) L'Indonésie et son Ordre Nouveau, numéro thématique de la revue *Archipel*, 46.
- BANISTER, J. (1997) China : Population Dynamics and Economic Implications. In *China's Economic Future*, Joint Economic Committee (éds.). Armonk (NY), M.E. Sharpe, pp. 331-358.
- BARKER *et al.* (1999) It's not Over. *Far Eastern Economic Review*, 162 (4 mars) : 40-43.
- BERNIER, Bernard (1995) *Le Japon contemporain, une économie nationale, une économie morale*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.
- (1999) La crise financière et l'insécurité au Japon. *Agora*, 6 (1) : 17-18
- BIAN, Y. (1994) *Work and Inequality in Urban China*. Albany, NY : SUNY Press.
- BIRO PUSAT STATISTIK (1992) *Kemiskinan dan Pemerataan Pendapatan di Indonesia 1976-1990*, Jakarta.
- CAMARD, Wayne (1999) The Asian Crisis and the Lao Economy. In Hans U. Luther (dir.) *Learning from the Asian Crisis*, Vientiane, Lao-German Economic Training and Advisory Project, pp. 42-49.
- CASINADER, R. et McGEE, T. G., éds (1997) *The Urban Transformation of Asia*. Vancouver, UBC Press.
- COMPAGNON, D. (1997) La corruption en Asie du Sud-Est : mesure du phénomène, variables explicatives et politiques anti-corruption. *Revue internationale de politique comparée*, 4 (2) : 333-359.
- CROUCH, H. (1979) Patrimonialism and Military Rule in Indonesia. *World Politics*, 31 : 571-587.
- DEFERT, G. (1992) *Timor Est. Le génocide oublié*. Paris, L'Harmattan.
- DE KONINCK, R. (1998) La logique de la déforestation en Asie du Sud-Est. *Cahiers d'Outre Mer*, 51 (204) : 339-366.
- (1989) L'Aceh ou le retour d'un bastion de l'islam en Indonésie. *Hérodote*, 52 : 45-59.

- DANG Duc Dam (1998) Strengthening Economic Reform to Respond to the Asian Financial Crisis. *Vietnam's Socio-Economic Development*, 16; 3-9.
- DOLVEN, B. et HOLLAND, L. (1999) Softly, Softly. *Far Eastern Economic Review*, 162 (10 juin) : 28-30.
- HAYASHI, Y; YANG, Z, et OSMAN, O. (1998) The Effects of Economic Restructuring on China's System for Financing Transport Infrastructure. *Transport Research A*, 32 (3) : 183-195.
- ITAMI, Hiroyuki (1987) *Jinponshugi Nihon*. Tokyo, Chikuma shobo.
- IWATA, Ryushi (1978) *Gendai Nihon no keiei fudo*. Tokyo, Nihon keizai shinbunsha.
- JONES, G. W. et HULL, T. H., éds (1997) *Indonesia Assessment. Population and Human Resources*. Singapore, Institute of Southeast Asian Studies.
- KEENAN, F. (1998) *The Aftershock. How an Economic Earthquake is Rattling Southeast Asian Politics*. Hong Kong, Review Publishing Company.
- KEIZAI DOYUKAI (1998) Economic Stimulus Measures and Corporate Reforms Leading to Structural Reforms. *Keizai doyukai*, n° 1998-1^e.
- LARIVIÈRE, J.-P. et SIGWALT, P. (1996) *La Chine*. Paris, Masson.
- LASSERRE, F. (1996) *Le dragon et la mer. Stratégies géopolitiques chinoises en mer de Chine du Sud*. Paris, L'Harmattan.
- LAWRENCE, S. V. (1999) Answer to a Prayer : Officials Pin Hopes on Private Sector. *Far Eastern Economic Review*, 162 (25 février) : 50-51.
- LIN, G.C.S. (1997) *Red Capitalism in South China : Growth and Development of the Pearl River Delta*. Vancouver, UBC Press.
- LOMBARD, D. (1967) *Le sultanat d'Atjéh au temps d'Iskandar Muda. 1607-1635*. Paris, École Française d'Extrême-Orient.
- MASON, A. et BAPTIST, J. (1996) *How Important are Labor Markets to the Welfare of Indonesia's Poor*. Washington, Policy Research Working Paper, World Bank.
- McGEE, T. (1991) The Emergence of Desakota Regions in Asia : Expanding a Hypothesis. In B. Ginsburg, B. Koppel et T. G. McGee (éds) *The Extended Metropolis : Settlement Transition in Asia*, Honolulu, University of Hawaii Press, pp. 3-15.
- MOLINA, L. E. (1999) Pérennité, transformations et aléas de la situation alimentaire de l'Asie du Sud-Est. In R. De Koninck et al. (éds) *Identités, territoire et environnement en Asie du Sud-Est*, Documents du GÉRAC (Québec, Institut québécois des hautes études internationales), 13 : 147-176.
- MURPHY, D. (1999) Green Gold. *Far Eastern Economic Review*, 162 (27 mai) : 45-47.
- NAKAMURA, Jun (1988) Storming Sailing, Good Swing. *Look Japan*, 34 (386) : 10-11.
- NAKANO, Asami (1997) Rodo saishin jijo. *Sekai*, 635 (mai 1997) : 94-105.
- NEILSON, William A. W. (1998) Vietnam Facing a Dip in the Doi Moi Road. *Journal of International Studies*, July : 1-17.
- NIKKEI BUSINESS (1993) *Chisa na honsha*. Tokyo, Nikkei Business.
- NISHIMURO, Kunio (1999) First Step Toward Recovery : Emergency Economic Package Targets 2000. *Look Japan*, 44, 515 : 12-13.

-
- OZAKI, Robert (1991) *Human Capitalism. The Japanese Enterprise System as a World Model*. Tokyo, Kodansha.
- SAYWELL, T. (1998) Preparing for Take-off. *Far Eastern Economic Review*, 161 (26 novembre) : 38-70.
- (1999) On the Edge. *Far Eastern Economic Review*, 162 (25 février) : 46-47.
- SCHAEDE, U. (1996) *The 1995 Financial Crisis in Japan*. Site Web : <http://www.nmjc.org/jiap/dereg/papers/bbankfa.html>
- SENDER, H. (1999) Stemming the Flood. *Far Easter Economic Review*, 162 (29 juillet) : 52-54.
- TAPLIN, J.H.E. (1993) Economic Reform and Transport Policy in China. *Journal of Transport Economics*, 27 (1) : 75-86.
- WILHELM, K. (1999) China. *Far Eastern Economic Review*, 162 (18 février) : 10-14.
- YATSKO, P. (1998) The Bigger the Better. *Far Eastern Economic Review*, 161 (21 mai) : 10-13.
- YEUNG, Y.M. (1998) Urban and regional development in China. In Y.M. Yeung (éd.) *Urban Development in Asia*. Hong Kong, Chinese University of Hong Kong Press.
- WIEBE, F. (1994), *Measuring Poverty in Indonesia : Identifying the Poor Under Heterogeneous Conditions*. Stanford, Food Research Institute, Stanford University, thèse de doctorat.
- WORLD BANK (1994) *Indonesia : Stability, Growth and Equity in Repelita VI*. Jakarta, Indonesia Resident Mission.